



CHAPITRE 168

CHAPTER 168

Loi concernant l'Hôpital Général de Québec An Act respecting the Hôpital Général de Québec

[Sanctionnée le 2 février 1961]

[Assented to 2nd February 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée sous le nom d'Hôpital Général de Québec par Monseigneur Jean-Baptiste de LaCroix de Saint-Vallier, évêque de Québec, en 1693, et que cette fondation a été confirmée à toutes fins civiles par des lettres patentes du roi de France et par un arrêt du Conseil d'État, datés de 1692 et de 1701 respectivement, comme il est expliqué au préambule de la loi 15-16 George VI, chapitre 117 ;

Que ladite fondation a aussi été confirmée à toutes fins civiles par les lois 12 Victoria, chapitre 140 (1849), et 15-16 George VI, chapitre 117 (1951) ;

Que, aux fins de pouvoir subsister et se développer, ladite communauté a reçu dudit Monseigneur de Saint-Vallier des meubles et des immeubles, et ce par une donation du 10 mars 1696, devant Bonhomme et Duport, notaires à Paris, ratifiée et confirmée le 4 janvier 1698, devant Chambalon, notaire à Québec, par un testament du 25 mars 1725, devant Dubreuil, notaire à Québec, et par un codicille du 25 décembre 1727, devant Hicher, notaire à Québec :

Que l'acte de donation ci-dessus contenait une prohibition d'aliéner, établissant en faveur du donateur et de ses héritiers un droit de retour des biens donnés ;

WHEREAS the Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec has, by its petition, represented :

That it was constituted under the name of Hôpital Général de Québec by Monseigneur Jean-Baptiste de LaCroix de Saint-Vallier, bishop of Quebec, in 1693, and such foundation was confirmed for all civil purposes by letters patent of the King of France and by an order of the Council of State, dated in 1692 and 1701 respectively, as is explained in the preamble to the act 15-16 George VI, chapter 117 ;

That the said foundation was confirmed for all civil purposes by the acts 12 Victoria, chapter 140 (1849), and 15-16 George VI, chapter 117 (1951) ;

That, for its subsistence and expansion, the said community received from the said Monsignor de Saint-Vallier moveables and immoveables, by a gift made the 10th of March 1696, before Bonhomme and Duport, notaries at Paris, ratified and confirmed on the 4th of January 1698, before Chambalon, notary, of Quebec, by a will made the 25th of March 1725 before Dubreuil, notary, of Quebec, and by a codicil made the 25th of December 1727 before Hicher, notary, of Quebec ;

That the aforesaid deed of gift contained a prohibition to alienate, establishing in favour of the donor and his heirs a right of reversion of the property given ;

Que, en vertu du testament ci-dessus, ladite communauté a été constituée légataire universelle dudit Monseigneur de Saint-Vallier;

Que, suivant certaines interprétations de la donation et du testament susdits, cette prohibition d'aliéner continuerait d'exister en faveur du successeur en titre dudit Monseigneur de Saint-Vallier au siège archiepiscopal de Québec, nonobstant les lois 12 Victoria, chapitre 140, et 15-16 George VI, chapitre 117;

Que, pour lever tout doute quant au droit de propriété de ladite communauté sur lesdits biens, Son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque catholique romain de Québec et successeur en titre dudit Monseigneur de Saint-Vallier, a renoncé d'une façon absolue, tant pour le passé que pour l'avenir, en faveur de la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, ses successeurs, ayants droit et représentants, à ladite prohibition d'aliéner, et ce par acte reçu devant Me Jacques Taschereau, notaire à Québec (minute 4278), le 29 février 1960, dûment enregistré à Québec le premier mars 1960, sous le no 469890;

Que, par l'acte susdit, Son Excellence Monseigneur l'Archevêque de Québec a confirmé et ratifié toutes les aliénations d'immeubles faites par ladite communauté, tant celles qui sont énumérées dans cet acte du 29 février 1960 que toutes les autres aliénations en général, en autant que l'acte de donation et le testament susdits pouvaient les affecter;

Que, au surplus, la possession paisible, publique, ininterrompue et de bonne foi desdits immeubles tant par ladite communauté que par ses successeurs, ayants droit et représentants, a été suffisante pour légitimer la prescription en leur faveur;

Qu'il est à propos, de changer le nom de la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec en celui d'Hôpital Général de Québec;

Que Son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque de Québec, a donné son assentiment à la présente loi et à la loi constituant à toutes fins civiles le Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec;

Qu'il est nécessaire de compléter ladite loi 15-16 George VI, chapitre 117, par cer-

That, under the above mentioned will the said community was constituted the universal legatee of the said Monsignor de Saint-Vallier;

That, according to certain interpretations of the aforesaid gift and will, the prohibition to alienate would continue to exist in favour of the successor in title of the said Monsignor de Saint-Vallier to the archiepiscopal see of Quebec, notwithstanding the acts 12 Victoria, chapter 140, and 15-16 George VI, chapter 117;

That in order to remove any doubt as to the right of ownership of the said community in the said property, His Excellency Monsignor Maurice Roy, Roman Catholic Archbishop of Quebec and successor in title of the said Monsignor de Saint-Vallier, renounced absolutely, for the past as well as the future, in favour of the community of the Nuns of the General Hospital of Quebec, its successors, assigns and representatives, the said prohibition to alienate, in a deed before Jacques Taschereau, notary, of Quebec (minute 4278), on the 29th of February 1960, duly registered at Quebec on the 1st of March 1960 under number 469890;

That by the aforesaid deed, His Excellency Monsignor the Archbishop of Quebec confirmed and ratified all alienations of immovables made by the said community, both those enumerated in the said deed of the 29th of February 1960 and all other alienations generally, in so far as they might be affected by the aforesaid deed of gift and will;

That moreover the peaceful, public and uninterrupted possession in good faith of the said immovables as well by the said community as by its successors, assigns and representatives, is sufficient to effect prescription in their favour;

That it is opportune to change the name of the Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec to that of Hôpital Général de Québec;

That His Excellency Monsignor Maurice Roy, Archbishop of Quebec, approved this act and the act to incorporate for all civil purposes the Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec;

That it is necessary to complete the said act 15-16 George VI, chapter 117, by cer-

taines autres dispositions, notamment pour statuer que la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec possède le droit d'aliéner par tout mode légal les biens meubles et immeubles donnés et légués par ledit Monseigneur de Saint-Vallier audit Hôpital Général de Québec, de même qu'elle possède le droit d'aliéner par tout mode légal lesdits biens meubles et immeubles;

Attendu que ladite Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom. **1.** Le nom de la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec est changé en celui de l'"Hôpital Général de Québec".

1951-52, c. 117, a. 1, remp. **2.** L'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 117, est remplacé par le suivant:

Objets, etc. **"1.** L'Hôpital Général de Québec est une corporation dont les buts sont la poursuite d'œuvres de religion, de charité, d'assistance, d'hospitalisation et d'éducation. Le siège social de la corporation est en la municipalité Notre-Dame-des-Anges, de Québec.

Membres. La corporation a comme membres les Chanoinesses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin formant le conseil dudit Hôpital Général de Québec, conseil qui est composé d'une supérieure, d'une assistante, d'une maîtresse des novices et de quatre discrètes, — dont l'une peut être économe et une autre hospitalière, — lesquelles seront élues, nommées ou remplacées selon les constitutions de ladite communauté, ou d'autres personnes selon le changement de ces mêmes constitutions.

Disso-
lution
et par-
tage. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni être admis au partage de ses biens.

tain additional provisions and particularly to enact that the Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec has the right to alienate in any legal manner the moveable and immoveable property given and bequeathed by the said Monsignor de Saint-Vallier to the said Hôpital Général de Québec, and that it has the right to alienate the said moveable and immoveable property by any legal means;

Whereas the said Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayer contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. The name of La Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec is changed to that of l'"Hôpital Général de Québec". Name changed.

2. Section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 117, is replaced by the following: 1951-52, c. 117, s. 1, re-placed.

"1. The Hôpital Général de Québec is a corporation the objects whereof are the pursuit of works of religion, charity, assistance, hospitalization and education. The corporate seat of the corporation shall be in the municipality of Notre-Dame-des-Anges, in Quebec. Objects, etc.

The members of the corporation shall be the Chanoinesses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'ordre de Saint-Augustin, forming the council of the said Hôpital Général de Québec, which council shall be composed of a superior, an assistant, a mistress of novices and four councillors, — of whom one may be bursar and another *hospitalière*, — who shall be elected, appointed or replaced according to the constitutions of the said community, or of other persons according to the changes of the said constitutions. Members, council.

No member of the corporation may ask for the dissolution thereof, or be admitted to participate in the partition of its property. Dissolu-
tion,
partition.

Visiteur. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

Dissolu-
tion. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par son visiteur, peut déclarer celle-ci dissoute. Cette dissolution prend effet à compter du soixantième jour de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*. Advenant une telle dissolution, les biens de la corporation, après l'acquittement de ses dettes, sont dévolus au Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 169."

The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed by him as visitor.

The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor, may declare the corporation dissolved. Such dissolution shall take effect from the sixtieth day following the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 169."

1951-52,
c. 117, a.
2, remp.

3. L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpo-
ratifs.

"2. La corporation pourra
a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
b) ester en justice;
c) établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise pour la poursuite de ses buts;
d) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;
e) faire sur son crédit des emprunts d'argent par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
f) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
g) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs, et les vendre, échanger nantir ou donner en gage;
h) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

3. Section 2 of the said act is replaced by the following:

1951-52,
c. 117, s.
2, re-
placed.
Corporate
powers.

"2. The corporation may
a. have a seal and alter it at will;
b. appear before the courts;
c. establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;
d. bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;
e. borrow money on its credit by any legal method, and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;
f. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;
g. issue bonds or other evidences of debt or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;
h. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge, while at the same time retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act which may replace the same;

i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaires;

j) accepter tout don, tout legs et toute autre libéralité;

k) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque, pourvu que le revenu annuel net des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de revenus n'excède pas cinq cent mille dollars;

l) ériger et maintenir toute construction pour la réalisation de ses buts;

m) modifier son nom corporatif ou le lieu de son siège social, en donnant un avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier un avis dans la *Gazette officielle de Québec*;

n) nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs;

o) admettre dans son établissement des personnes en qualité de malades indigents, sujets aux restrictions et règles qui sont ou seront fixées par les règlements de ladite corporation;

p) recevoir, soigner et pensionner, moyennant rémunération ou gratuitement, les vieillards, malades, infirmes, pauvres, indigents et autres, conformément aux règles qui sont ou pourront être fixées par lesdits règlements;

q) coopérer avec toute autre corporation à l'établissement et au développement de services hospitaliers et de laboratoires, cliniques d'expérimentations et de recherches scientifiques; établir une École d'infirmière et une École de garde-malades auxiliaires selon la Loi des infirmières de Québec (10 George VI, chapitre 88); faire de la vivisection; pratiquer la dissection et faire l'autopsie sur le cadavre, conformément, dans tous les cas, à la Loi de l'étude de l'anatomie (Statuts refondus, 1941, chapitre 265), pour renseigner les chirurgiens et médecins et pour établir la cause réelle du décès;

r) faire des conventions avec des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et d'autres institutions, et aussi avec les autorités de l'Université Laval de Québec, pour fins

i. invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

j. accept any gift, legacy or other liberality;

k. acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever provided that the net annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed five hundred thousand dollars;

l. erect and maintain any construction for the realization of its objects;

m. alter its corporate name or the place of its corporate seat by giving written notice thereof to the Provincial Secretary and having notice thereof published in the *Quebec Official Gazette*;

n. appoint officers, attorneys and administrators, and define their powers;

o. admit to its establishment sick persons as indigent patients, subject to such restrictions and rules as are or may be fixed by the regulations of the said corporation;

p. receive, care for and board, for payment or gratuitously, the aged, the sick, the infirm, the poor, the needy and others, in conformity with such rules as are or may be fixed by the said regulations;

q. cooperate with any other corporation in the establishment and development of hospital services and clinical, experimental and scientific research laboratories; establish a school for nurses and one for nurses' assistants in accordance with the Quebec Nurses' Act (10 George VI, chapter 88); practise vivisection; practise dissection and perform autopsies on bodies in accordance, in every case, with the Study of Anatomy Act (Revised Statutes, 1941, chapter 265), for the information of surgeons and physicians and to determine the real cause of death;

r. enter into agreements with members of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec and of other institutions, and also with the authorities of Laval University of Quebec for hospital-

d'hospitalisation ou de formation d'infirmières et de garde-malades auxiliaires.

s) Tous les contrats, actes et documents signés par la corporation pour l'aliénation par tout mode légal de ses biens meubles et immeubles donnés et légués par Monseigneur Jean-Baptiste de LaCroix de Saint-Vallier audit Hôpital Général de Québec, sont confirmés et ratifiés, et la corporation possède le droit incontestable d'aliéner par tout mode légal lesdits biens meubles et immeubles.

t) La corporation est autorisée à céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, au Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 169, les biens ou une partie d'iceux servant aux fins dudit monastère."

Règle-
ments.

4. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant

a) sa régie interne;

b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

c) la poursuite générale de ses fins.

Approba-
tion.

Ces règlements, pour valoir, doivent être approuvés par le visiteur de la corporation.

Autorisa-
tion préa-
lable du
visiteur.

5. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer les pouvoirs suivants:

a) acquérir ou aliéner des immeubles;

b) faire de nouvelles constructions;

c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou entreprise;

d) exercer les droits énoncés aux paragraphes e, f, g, h, i, m, q, r, et s de la première partie du présent article.

Pouvoirs
du visi-
teur.

Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement desdites œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire à de telles fins.

ization purposes or for the training of nurses and nurses' assistants.

s. All contracts, deeds and documents signed by the corporation to alienate by any legal means its moveable and immoveable property given and bequeathed by Monsignor Jean Baptiste de LaCroix de Saint Vallier to the said Hôpital Général de Québec are confirmed and ratified and the corporation has the absolute right to alienate the said moveable and immoveable property by any legal means.

t. The corporation is authorized to cede, on such conditions as it may fix, gratuitously or not, to the Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 169, the property, or part thereof, used for the purposes of the said Monastère."

4. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting

a. its internal management;

b. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

c. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws, to be valid, must be approved by the visitor of the corporation.

5. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise the following powers:

a. to acquire or to alienate immoveables;

b. to erect new constructions;

c. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;

d. to exercise the rights enumerated in paragraphs e, f, g, h, i, m, q, r and s of the first part of this section.

The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

1951-52,
c. 117, s.
3, remp.

6. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Effets de
com-
merce.

"3. La signature des chèques et des autres effets de commerce par l'économe, dûment autorisée par les règlements de la corporation, liera ladite corporation.

Obliga-
tions.

La signature des obligations (débentures) par la supérieure et l'économe, dûment autorisées par un règlement de la corporation, liera également la corporation.

Contrats.

Pour lier ladite corporation, les contrats devront être signés par la supérieure et tous les autres membres du conseil dudit Hôpital Général de Québec, sous la réserve du pouvoir accordé par l'article 2 ci-dessus, qu'aura la corporation de donner à certains membres de ce conseil une procuration à cette fin."

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. Section 3 of the said act is replaced by the following:

1951-52,
c. 117, s.
3, re-
placed.

"3. Cheques and other negotiable instruments signed by the bursar, duly authorized by the by-laws of the corporation, shall bind the corporation.

Nego-
tiable
instru-
ments.

Bonds (debentures) signed by the superior and the bursar, duly authorized by a by-law of the corporation, shall also bind the corporation.

Bonds.

In order to bind the said corporation, contracts must be signed by the superior and all the other members of the council of the said Hôpital Général de Québec subject to the power, granted by section 2 of this act, which the corporation shall have to give to certain members of such council a power of attorney for such purpose."

Contracts.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.